Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches
sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk
tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal
for academic research on Brussels

Collection générale | 2011

Pour une archéologie régionale du bâti

Les enjeux d'une meilleure gestion de l'architecture

*Regional building archaeology. The stakes involved in the improved
management of historic architecture in Brussels*

*Voor een gewestelijke bouwarcheologie. Beter omgaan met de oude architectuur
in Brussel*

Paulo Charruadas et Stéphane Demeter

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1046>

DOI : 10.4000/brussels.1046

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Paulo Charruadas et Stéphane Demeter, « Pour une archéologie régionale du bâti », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 52, mis en ligne le 03 octobre 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1046> ; DOI : 10.4000/brussels.1046

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Licence CC BY

Pour une archéologie régionale du bâti

Les enjeux d'une meilleure gestion de l'architecture

Regional building archaeology. The stakes involved in the improved management of historic architecture in Brussels

Voor een gewestelijke bouwarcheologie. Beter omgaan met de oude architectuur in Brussel

Paulo Charruadas et Stéphane Demeter

Introduction

- 1 Après la “Bruxellisation” des années 60-70, l'aménagement du territoire urbain régional et l'intégration de la valeur culturelle du patrimoine immobilier se sont considérablement améliorés et ont permis de révéler la richesse du bâti bruxellois. Néanmoins, on peut encore identifier aujourd'hui plusieurs déficiences en matière de protection du patrimoine architectural, tant du point de vue des moyens financiers et matériels qu'en termes d'outils administratifs et scientifiques. Le patrimoine immobilier bruxellois se porte mieux, mais des progrès sont encore à faire pour identifier, protéger et conserver efficacement le patrimoine monumental, archéologique et historique de la ville, particulièrement le patrimoine le plus commun, très présent, mais aussi le plus méconnu¹.
- 2 L'objectif de cet article est double. Il entend, d'une part, faire le point sur la situation actuelle de la question à Bruxelles et dégager les principaux problèmes à résoudre et, d'autre part, proposer des pistes de solution et montrer en quoi une meilleure prise en charge de ce patrimoine via le développement de l'archéologie du bâti peut se révéler extrêmement positive pour l'avenir de la Ville-Région².
- 3 Mais avant d'aller plus loin, il est indispensable de fournir quelques éléments de définition et de contexte qui baliseront notre analyse. Qu'entend-on au juste par patrimoine immobilier ou par bâti ancien ? Qu'est-ce que l'archéologie du bâti ? Que peuvent

apporter exactement à la gestion durable du patrimoine architectural les études archéologiques sur le bâti et la meilleure connaissance de l'histoire matérielle de la ville qui en découle ?

- 4 La notion de patrimoine renvoie inconsciemment à l'image du monument important, relevant de ce que l'on appelle traditionnellement le patrimoine majeur (église, cathédrale, hôtel de ville, château...), et à l'idée du bâtiment classé pour des raisons culturelles, artistiques, historiques ou folkloriques. Si l'importance de ce patrimoine au sens strict ne doit pas être remise en question, on peut toutefois le considérer comme le sommet d'un l'iceberg, la partie immergée restant à identifier, à étudier et *in fine* à protéger. La notion de patrimoine bâti ancien, telle que nous l'envisageons ici, renvoie donc à l'ensemble du bâti bruxellois d'Ancien Régime³, c'est-à-dire à la fois au patrimoine classé ou repris sur la liste de sauvegarde⁴ et à celui non protégé, dont l'inventaire exhaustif et l'étude approfondie restent à faire. Ce bâti ancien, bien présent et encore largement méconnu, concerne surtout l'architecture civile ordinaire constituée par les maisons ou parties de maisons anciennes qui sont préservées discrètement dans le bâti urbain d'aujourd'hui, souvent cachées par des façades et des aménagements plus récents qui marquent inévitablement l'existence d'un bâtiment.
- 5 Et c'est dans ce cadre spécifique d'un patrimoine ordinaire constitué de couches chronologiques successives que l'archéologie est amenée à jouer un rôle fondamental. L'archéologie du bâti est une discipline scientifique récente qui consiste à étudier les vestiges matériels laissés par les générations passées dans le domaine de la construction et de la production architecturale (en élévation surtout, mais aussi sous la surface du sol)⁵. Elle s'appuie, tout comme sa discipline sœur, l'archéologie du sous-sol, sur un démontage, en partie réel, en partie intellectuel, des strates constitutives et successives d'un ensemble bâti (les différentes phases de construction) afin de comprendre les structures, les logiques d'organisation des bâtiments compris dans leur environnement et, au final, les sociétés qui les ont produits et transformés. L'archéologie du bâti est un moyen de compréhension du passé. Elle s'est aussi imposée comme une activité essentielle dans les processus de gestion du patrimoine ancien (DE JONGE et VAN BALEN, 2002 ; SCHULLER, 2002). Elle permet en effet de connaître avec une grande précision l'état général et la valeur historique d'un bien immobilier. C'est une connaissance qui va, on l'aura compris, bien au-delà des approches traditionnelles fondées sur une description des murs extérieurs et sur des considérations esthétiques et stylistiques.
- 6 Cette complexité du tissu urbain et le potentiel historique du patrimoine bâti dans les zones anciennement occupées – certains archéologues évoquent la métaphore du mille-feuille – ont été récemment illustrés par le beau cas de la maison Dewez, rue de Laeken 73-75. Présentant à front de rue une façade de style classique, la maison a été datée pendant longtemps et sans grandes nuances de la fin du XVIII^e siècle. Une étude archéologique approfondie accompagnant la restauration des années 2004-2009 a permis d'acquérir une réelle connaissance du bâtiment par l'examen attentif des maçonneries et des structures de charpenterie et de comprendre ainsi que le bâtiment était en réalité une construction hybride aménagée au départ de plusieurs maisons antérieures (dont une remontant peut-être au XV^e siècle) partiellement récupérées pour donner forme à la maison en apparence classique que l'on peut apercevoir aujourd'hui (SOSNOWSKA, à paraître). À l'échelle plus vaste d'une grande ville comme Montpellier, un programme systématique d'étude des hôtels classiques du XVII^e siècle a abouti à l'identification d'un

nombre très important de structures plus anciennes, dont près de deux cents restes de maisons datant des XII^e-XIII^e siècles (SOURNIA et VAYSETTES, 1991).

Figure 1. Maison Dewez, façade extérieure de style classique à front de la rue de Laeken dans le centre de Bruxelles

Philippe Sosnowska, Musées royaux d'Art et d'Histoire, 2004

- 7 Dans ces contextes exemplaires, l'archéologie du bâti permet d'identifier clairement les différentes strates de construction, d'enregistrer et de documenter précisément le patrimoine identifié dans toute sa complexité et d'apporter aux processus de classement et de sauvegarde des orientations pour une gestion durable et une optimisation des coûts financiers.

Figure 2. Maison Dewez, vue des aménagements intérieurs datés de la fin du XVIII^e siècle

Philippe Sosnowska, Musées royaux d'Art et d'Histoire, 2009

Figure 3. Béguinage d'Anderlecht, rue du Chapelain 8

Vue des combles du bâtiment ouest du complexe érigé en briques au XVII^e siècle. À l'avant-plan, la ferme de charpente n° 2 est un montage élaboré au départ de l'ancienne ferme de façade d'un bâtiment médiéval en pan-de-bois (ou colombage) remontant peut-être aux XIII^e-XIV^e siècles
Paulo Charruadas et Philippe Sosnowska, Centre de Recherche en Archéologie et Patrimoine, Université Libre de Bruxelles, 2010

- 8 À l'heure actuelle, si la Région bruxelloise est dotée d'un outil réglementaire destiné à pérenniser le patrimoine immobilier (CoBAT⁶, art. 206 à 250), le rôle joué par l'archéologie du bâti y est très insuffisant et des exemples comme celui de la maison Dewez demeurent exceptionnels. Pour le bâti ancien traditionnel, il existe donc un écart entre la haute qualité des outils de protection et de sauvegarde et le caractère lacunaire des processus d'identification et de qualification de ce patrimoine, demeurant essentiellement cantonné à l'extérieur des bâtiments et s'appuyant donc sur des observations approximatives. Les processus performants de conservation appliqués à un patrimoine imparfaitement identifié peuvent conduire à des défaillances importantes même lorsque les biens sont protégés par un arrêté de classement ; le risque est évidemment encore plus élevé pour le patrimoine qui n'a pas fait l'objet de mesures légales de protection. Cette méconnaissance réduit la qualité des interventions des gestionnaires du patrimoine ancien, qui sont ainsi parfois amenés à agir à l'aveugle.
- 9 Ces carences sont aussi dénoncées par les spécialistes de l'histoire de Bruxelles, qui observent dans la production scientifique un manque d'études et de recherches portant sur l'histoire matérielle de la ville et sa périphérie, les processus d'urbanisation, les morphologies et typologies de l'habitat civil médiéval et postmédiéval. Au sein de la production récente, on doit noter avec bonheur les études menées pour le compte de la Région par l'archéologue du bâti des Musées royaux d'Art et d'Histoire Philippe Sosnowska entre 2004 et 2009 (fouilles à la maison Dewez, notamment), mais dont l'étendue est demeurée circonscrite. Fondamentalement, la part belle de la recherche sur l'architecture et sur l'urbanisme, fondée plus sur l'histoire de l'art que sur la démarche archéologique, concerne la production des XIX^e-XX^e siècles. La période de l'Ancien Régime est généralement peu abordée, mis à part le cas emblématique de la Grand-Place (HEYMANS, 2007).
- 10 En l'absence d'une connaissance approfondie du patrimoine bâti, toute gestion durable, toute valorisation patrimoniale, toute promotion culturelle ou mise en tourisme s'avèrent extrêmement complexes à mettre en œuvre et périlleuses en terme de résultats.

1. La pratique de l'archéologie du bâti à Bruxelles : historique et état des lieux

1.1 Avant la régionalisation de 1989

- 11 Malgré quelques études portant sur des bâtiments religieux prestigieux tels que la cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule, l'église de la Chapelle ou encore l'église Saint-Nicolas, on peut considérer que la préoccupation archéologique pour le bâti ancien à Bruxelles ne vit pas le jour avant le tout début du XX^e siècle, à l'occasion des travaux d'assainissement des quartiers de l'actuelle gare Centrale dans le contexte de la préparation de la jonction ferroviaire Nord-Midi. En 1903, sur la proposition de la Société d'Archéologie de Bruxelles, la Ville décida la création d'un Comité d'étude du Vieux-Bruxelles, commission mixte composée de représentants de la Ville et de membres de la Société archéologique. Ce Comité fut principalement chargé d'une triple mission : procéder, dans toute l'étendue du Pentagone et dans les anciens faubourgs, à une importante campagne de repérage et de photographie du bâti ancien présentant un intérêt artistique ou pittoresque et réunir cette documentation dans un fonds structuré et commenté ; publier des monographies

sur des quartiers menacés ou des thèmes patrimoniaux significatifs pour l'identité de Bruxelles ; assurer autant que possible la conservation des édifices et des exemples d'architecture présentant un « intérêt archéologique et esthétique » en évaluant l'impact des projets de restauration, de réaménagements urbains et de reconstruction, en adressant, le cas échéant, des recommandations aux autorités compétentes. Le Comité cessa ses activités à la veille de la Seconde Guerre mondiale (MEYFROOTS, 2001).

- 12 Si cet excellent départ pouvait laisser présager une suite favorable, il faut reconnaître que les actions ultérieurement menées furent pour le moins décevantes. Le classement et l'examen de quelques structures bâties se poursuivirent certes, mais de réelles études archéologiques du bâti menées avant 1989 se résument à quatre interventions, l'une rue d'Or, lors des travaux de la Jonction, une autre rue Haute à la maison Breughel, une troisième rue du Chêne à la maison Schott et une dernière place royale, sur les vestiges de l'hôtel d'Hoogstraeten. Avec ce faible nombre d'interventions, cet état des lieux rappelle douloureusement les nombreux cas de mise au jour de structures anciennes, altérées ou détruites sans investigation et relevé archéologique aucuns⁷

1.2 Après 1989

- 13 Au moment de la régionalisation, la situation n'est donc guère reluisante. Un relevé des zones de destruction pour le territoire du Pentagone dresse un bilan négatif de l'érosion archéologique (DE WAHA, 1994, p. 251 ; CABUY et DEMETER, 1995, p. 32). La création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989 constitua un tournant majeur en ce qu'elle permit le développement et la valorisation des compétences archéologiques. La mise en œuvre officielle de cette prérogative au sein de la Direction des Monuments et des Sites ne survint toutefois pas avant 1996, moment de la création de la Cellule « Archéologie ». Dès 1991, toutefois, un important travail d'inventaire fut entamé dans le cadre d'une convention avec les Musées royaux d'Art et d'Histoire. C'est ainsi que virent le jour les *Atlas du sous-sol archéologique* fournissant aux archéologues et aux aménageurs un classement des terrains de la Région selon des degrés raisonnés de potentiel archéologique. Cette campagne de publication, interrompue entre 1997 et 2002, devrait prochainement arriver à terme et couvrir l'ensemble du territoire régional⁸.
- 14 Mises à part quelques études préalables à la restauration menées de manière occasionnelle, le développement de l'archéologie du bâti au sein de la Cellule « Archéologie » débuta en 2004 avec l'engagement d'un archéologue spécialisé dans le cadre d'une convention avec les Musées royaux d'Art et d'Histoire. Ce poste permit la prise en charge de plusieurs chantiers archéologiques, parfois d'une certaine ampleur, la plupart du temps d'une durée limitée à quelques semaines. Cela demeure fondamentalement insuffisant face à l'ampleur des remaniements urbains que connaît une métropole telle que Bruxelles.

Figure 4. Relevé « pierre à pierre » d'une maçonnerie en élévation à l'Hôtel de Mérode

Ce mur de façade du XVI^e siècle, englobée dans une construction du XVIII^e siècle donnant sur la place Poelaert, illustre le travail archéologique de compréhension et de reconstitution des phases de construction

Pacôme Béro & Philippe Sosnowska, Musées royaux d'Art et d'Histoire, 2007

1.3 Cadre financier, logique administrative et potentiel scientifique

- 15 Le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT), consacre légalement un mode de fonctionnement très précieux pour la pratique archéologique en milieu urbain : la gestion archéologique à Bruxelles est intégrée dans les mécanismes d'obtention des permis d'urbanisme (art. 245). En théorie, tout octroi peut être conditionné par l'administration régionale à la réalisation de fouilles et/ou au suivi du chantier. En outre, le CoBAT impose le passage par la Commission de concertation⁹ pour tout bien repris à l'Inventaire légal du patrimoine immobilier. Ce dernier n'étant pas encore publié intégralement au Moniteur Belge, il s'agit pour l'heure et dans l'attente de l'adoption d'un inventaire général du patrimoine immobilier de tout bien et ensemble de biens antérieurs à 1932¹⁰ (art. 207). La cellule Archéologie participe à cette commission par l'intermédiaire du représentant de la Direction des Monuments et des Sites qui en est membre. En pratique, elle n'est pas en mesure de suivre tous les dossiers et les chantiers. Faute d'un budget suffisant, elle doit donc procéder à des arbitrages.
- 16 Il convient d'ajouter à ce premier point que le lien administratif entre procédure d'urbanisme et suivi archéologique est parfois perturbé lorsque le site concerné se trouve dans l'emprise d'un Plan particulier d'aménagement du sol (PPAS) ne comportant pas de volet archéologique. En effet, les prescriptions urbanistiques édictées pour les PPAS sont préédictées, de telle sorte que si un site ou un bien remplit toutes les prescriptions, le

permis peut être octroyé par l'autorité communale sans passage par la Commission de concertation et donc sans possibilité d'imposer une clause archéologique. À l'heure actuelle, les archéologues de la Région tentent de sensibiliser les communes à l'importance d'imposer des clauses de cette nature dans les zones mises en évidence par les Atlas du sous-sol, soit à la source, lors de l'élaboration des PPAS, soit lors des octrois de permis au cas par cas.

- 17 Enfin, le CoBAT, s'il prévoit bien la notion de « fouille d'utilité publique » menée à l'initiative de la Région de Bruxelles-Capitale (art. 244 et 255) ou à la demande d'un auteur agréé pour mener des recherches archéologiques (arrêté royal du 3 juillet 2008¹¹), privilégie essentiellement la notion de « fouille préventive », induisant que l'on n'investigue que ce qui est directement menacé d'altération ou de destruction. Sur le fond, cette option cadre avec les recommandations de la « Convention de Malte »¹² et avec l'exercice de la compétence publique régionalisée en matière d'aménagement du territoire et de ses incidences sur le patrimoine culturel. Néanmoins, dans cette option, la démarche archéologique n'est pas prise en compte dans son ensemble (en particulier, les aspects recherche et culture), puisqu'elle relève en partie d'autres administrations régionales et/ou fédérales (environnement et recherche scientifique) ou communautaires (patrimoine mobilier et culture). Or, ces autorités n'exercent pas leurs compétences dans ce domaine à l'heure actuelle.
- 18 À l'analyse, plusieurs problèmes sont identifiants et nécessitent donc une réflexion pour tenter de les corriger :
 - Un manque de moyen financier. Une plus grande capacité d'intervention archéologique est nécessaire pour pouvoir couvrir l'ensemble des projets d'aménagements et les multiples restaurations au sein du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. L'absence de moyens suffisants entraîne que les études archéologiques devant accompagner les processus de classement et de restauration ne sont toujours pas, pour le moment, une étape administrative systématique. Seule la Commission royale des Monuments et des Sites, dans le rendu d'un avis conforme (donc contraignant) est en mesure d'imposer la réalisation d'une étude préalable dans le cadre d'une demande de permis unique relative à un bâtiment classé. Cette possibilité ne concerne donc qu'un pourcentage assez faible de l'ensemble du bâti bruxellois d'Ancien Régime (moins de 1 %) ¹³. Ces études ne sont toutefois pas encadrées par un cahier des charges, ni toujours demandées dans des délais raisonnables. Il en découle souvent qu'elles sont menées sommairement par les architectes du projet dans une perspective patrimoniale orientée et sans raisonnement archéologique. Leur qualité scientifique est donc souvent insuffisante.
 - L'archéologie régionale, parce qu'elle est prise en charge par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement, est pratiquée de manière incomplète, coupée de son volet recherche scientifique. Or, les activités de gestion et de recherche sont complémentaires, l'une se nourrissant de l'autre, et inversement. Cette situation risque à terme de réduire l'archéologie régionale à une simple procédure d'enregistrement, laissant le travail scientifique à d'autres. Cette situation coupe les interactions possibles avec la gestion elle-même, permettant une meilleure prise en compte dans le processus global de l'aménagement du territoire. Dans les faits, elle place systématiquement l'archéologue en aval des projets portant atteinte au patrimoine et ne lui permet guère un comportement proactif. Cette archéologie d'urgence court le risque de devenir une archéologie dans l'urgence.
 - Au-delà même du manque de moyens et de la question de la position de l'archéologue dans les rouages administratifs, on doit constater l'absence d'une véritable culture de l'arché

ologie du bâti telle qu'on peut l'observer dans certains pays européens comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas ou la Suisse. L'exemple récent de la restauration de la façade de la maison « L'Âne » (*den Ezel*), pourtant propriété de la Ville de Bruxelles, le montre sans détour. Située au n° 39 de la Grand-Place, lieu reconnu comme un joyau du patrimoine architectural bruxellois inscrit depuis 1998 sur la prestigieuse liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, cette maison n'a pas fait l'objet durant l'opération d'un examen attentif de l'ensemble de ses structures, alors que des investigations techniques très poussées sur la façade (notamment avec un démontage, une identification et un diagnostic des matériaux employés, des mortiers, des peintures...) et des fouilles en sous-sol y ont été menées (CORDEIRO et MARTOU, 2005). La restauration, même localisée, aurait pu être l'occasion d'une recherche archéologique globale (du sous-sol aux murs) permettant de compléter nos connaissances sur cette partie essentielle de la ville ancienne que l'on réduit trop souvent à un bâti homogène de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Le constat d'une sous-utilisation de l'archéologie du bâti est d'autant plus regrettable que la doctrine en matière de conservation-restauration impose depuis la « Charte de Venise » (1964)¹⁴ un travail important de documentation et d'approfondissement des connaissances du patrimoine restauré (art. 16) que seul l'examen archéologique peut atteindre. De nombreuses études réalisées par les commanditaires privés de travaux de rénovation ou restauration restent le plus souvent inédites et inaccessibles. Les études directement commandées par la Direction des Monuments et Sites sont, quant à elles, inventoriées et consultables sur demande motivée au Centre de Documentation dans le cadre de l'application de l'ordonnance du 30 mars 1995 relative à la publicité des actes administratifs. On ne peut donc qu'encourager vivement la publication des études menées, particulièrement depuis 2004, ou toute autre forme de mise à disposition des données pour la recherche.

2. Pistes de solution pour une archéologie efficace et intégrée dans la société régionale

- ¹⁹ Si le manque de moyens ne peut être résolu que par l'augmentation des budgets alloués à l'archéologie, la mise en place d'outils scientifiques bien conçus peut permettre de gagner en efficacité et de pallier, en partie du moins, les problèmes posés par les conditions particulières dans lesquelles l'archéologie s'exerce. Étant donné la position de cette discipline dans le processus administratif, la réalisation des *Atlas du sous-sol archéologique* permet d'optimiser en partie les choix en matière d'archéologie du sous-sol. Elle illustre le nécessaire lien entre recherche et gestion du patrimoine. Dans le domaine de l'archéologie du bâti, l'Administration ne dispose à l'heure actuelle d'aucun outil équivalent. Les inventaires du Patrimoine monumental (1989-1994) sont appréciables, mais trop imprécis pour ce qui relève du bâti d'Ancien Régime.

Figure 5. Couverture d'un Atlas archéologique

- 20 La réalisation d'un atlas du patrimoine architectural d'Ancien Régime est donc nécessaire et doit idéalement passer par un programme dynamique de recherche archéologique. Ayant pour objectif de développer une connaissance contextuelle permettant d'optimiser les décisions, il doit être flexible, capable d'emmagasiner de nouvelles données en provenance d'interventions archéologiques ou de suivis de chantiers et d'actualiser au jour le jour l'état des connaissances. Un tel outil doit se concevoir comme un véritable projet-cadre nécessitant, dans un premier temps, la réalisation d'un atlas-inventaire, puis, par la suite, son actualisation et son utilisation au sein d'un programme de recherche archéologique. Le programme doit être mené dans le cadre d'une véritable collaboration entre l'administration et les organismes de recherche installés en Région bruxelloise (universités et institutions scientifiques telles que les Musées royaux d'Art et d'Histoire, les Archives de la Ville ou encore l'Institut royal du Patrimoine artistique). Cette synergie permettrait en particulier la formation professionnelle et l'engagement d'un personnel qualifié et moins qualifié au service d'un projet régional.

Figure 6. Couverture d'un Atlas du patrimoine monumental

21 Loin de bloquer toute modernisation de la ville, cette base de données peut constituer une interface commode entre les différents acteurs concernés et un outil multimodal efficace permettant la convergence des démarches autour d'enjeux communs définis par les autorités régionales :

- pour l'Administration, une telle base de données doit faciliter la coordination du travail entre le volet « Aménagement du territoire » (Planification, Urbanisme et Rénovation urbaine) et le volet « Archéologie » (Monuments et Sites) ; elle permettrait, dès l'annonce d'un projet d'aménagement ou d'un processus de classement, de cibler plus facilement les enjeux scientifiques et patrimoniaux en présence grâce à une connaissance contextuelle de mieux en mieux maîtrisée ; elle doit surtout structurer les informations en fournissant aux autorités régionales le savoir et les repères nécessaires pour aménager la ville de demain en connaissance de cause ;
- pour la société civile, la base de données doit être rendue publique sur le web en version bilingue et participer au processus de sensibilisation à l'objet patrimonial et archéologique ;
- pour les aménageurs et les petits propriétaires de bâtiments anciens, elle doit constituer la première étape dans la conception de leur projet et un outil de sensibilisation à la qualité de leur bien immobilier ; ils auraient alors l'obligation de s'y référer et d'entamer le dialogue avec la Direction des Monuments et des Sites ;
- pour les scientifiques, enfin, un tel outil doit permettre d'orienter les études concernant les structures archéologiques de la région (questions des origines topographiques de la ville et des villages environnants, de ses formes d'habitat, des groupes sociaux qui la composent et de leur mode de vie...) ; avec un tel outil, les études archéologiques préalables, si indispensables dans l'optique d'une bonne gestion et d'une restauration efficace du monument historique, pourront aller plus loin que la simple prise en compte du bâtiment isolé et l'envisager dans son contexte global. Elles deviendront ainsi de véritables études

archéologiques globales qui identifient la valeur patrimoniale et archéologique du bien, qui exploitent son potentiel comme source d'histoire et qui le conservent dans les meilleures conditions de qualité pour l'avenir.

- 22 Dans ce cadre, le système de financement des opérations d'archéologie préventive doit impérativement être révisé et orienté vers le principe de l'« aménageur-payeur » appliqué par la majorité des pays européens ayant approuvé la « Convention de Malte » (LODEWIJCKX, 2008, p. 15). Ceci n'exclut évidemment pas la possibilité d'un financement public en partenariat avec l'aménageur. Ce principe doit toutefois au moins faire prévaloir symboliquement une responsabilité morale de l'aménageur qui fait de lui le demandeur, et donc le principal payeur (DE WAHA, 1994). L'expérience étrangère (en particulier en Grande-Bretagne et en France) montre que ce supplément à charge du privé n'est en rien un frein au développement urbanistique. Prise en compte à la source des projets, cette contribution ne représente souvent qu'un pourcentage infime du coût total qui apporte au final à l'aménageur un capital symbolique et une image positive pour ses activités (DEMOULE et STIEGLER, 2008, p. 6).

3. En guise de conclusion : les retombées économiques, sociales et culturelles

- 23 La prise en compte du patrimoine au sein des politiques de redynamisation urbaine a déjà fait ses preuves (SCHAUT, 1996). Dès la formation de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989, le patrimoine immobilier fut d'ailleurs explicitement reconnu, dans le premier *Plan Régional de Développement* (1991), puis dans le récent *Plan de Développement International* (2007), comme un atout majeur pour l'essor de la Ville-Région. On peut s'étonner du relatif décalage entre le discours et les actes. Le patrimoine à Bruxelles offre pourtant un réel potentiel et présente de l'intérêt pour le grand public, dont témoignent chaque année une quantité importante de publications et le succès des Journées du Patrimoine.
- 24 La sous-exploitation de la notion de patrimoine dans les discussions des États généraux de Bruxelles en 2008-2009 est à cet égard à la fois significative et troublante¹⁵. Pourtant, à y regarder de près, plusieurs points dans le débat révèlent en filigrane l'importance de la mise en valeur patrimoniale. Plusieurs constats ont en effet été dressés en matière de développement de l'offre touristique ou d'amélioration de l'image de Bruxelles et du cadre de vie urbain. L'organisation du tourisme à Bruxelles met actuellement l'accent sur la dimension européenne, internationale et cosmopolite de la ville. Le but affiché est d'attirer des touristes intéressés par l'identité européenne, en particulier ceux originaires des pays membres de l'Union (CALAY, 2006). Concernant l'image et le cadre de vie à Bruxelles, les discussions ont souligné la nécessité d'œuvrer au développement d'une meilleure desserte par les transports publics, à la création d'une plus grande mixité fonctionnelle dans les quartiers, favorisant les contacts et les relations de proximité, et à l'aménagement et à l'entretien d'espaces publics permettant la détente, l'établissement de relations sociales et le bien-être. L'objectif est ici de limiter l'exode urbain et d'attirer les investisseurs, les touristes et des populations nouvelles¹⁶.
- 25 Sur ces différents points, il conviendrait, d'une part, de compléter l'offre touristique actuelle, qui ne peut pas se réduire aux institutions européennes et au patrimoine contemporain, mais doit présenter la ville dans ses aspects historiques et archéologiques. D'autre part, il faudrait améliorer la lisibilité du paysage bâti urbain, notamment en

soulignant l'importance des constructions anciennes, leur bonne intégration dans l'environnement contemporain et l'utilisation de ce bâti dans la longue durée. Ces objectifs ne peuvent être atteints qu'au travers de la promotion d'un imaginaire collectif fondé, non sur la « bruxellisation », mais sur l'appréhension d'un riche patrimoine bâti ancien, conservé en harmonie avec le bâti plus récent et géré par les propriétaires et les différents acteurs du patrimoine. Ce travail de fond est crucial pour Bruxelles, puisque la principale caractéristique de son tissu architectural est précisément une très grande diversité de styles.

- 26 Des retombées positives d'une telle valorisation peuvent donc être escomptées pour l'économie régionale et l'image de la ville aux niveaux national et international. Une politique archéologique et patrimoniale ambitieuse générerait des emplois de nature très diverse, depuis l'archéologue et le chercheur jusqu'au terrassier et au technicien, en passant par le gestionnaire et l'agent de communication (guides touristiques, animateurs des classes du patrimoine, animateurs du patrimoine des quartiers...). L'amélioration de l'image de marque de la ville aurait des conséquences sur l'attractivité urbaine, elle-même génératrice d'emplois et de développement économique diversifié. Rappelons que la promotion touristique est davantage conditionnée par l'image projetée vers l'extérieur que par le potentiel même présent localement. Or, la représentation mentale que les touristes se font de Bruxelles en matière architecturale et urbanistique ne semble guère reluisante. Plusieurs sondages confirment le préjugé véhiculé d'une ville au patrimoine bâti dépareillé et donc moins intéressant (PAUTHIER, 2006). Une telle vision repose évidemment sur un jugement de valeur qui doit beaucoup à une mauvaise mise en scène. Enfin, les bénéfices sociaux ne doivent pas être oubliés. Travailler sur le cadre urbain par la promotion patrimoniale aboutit à un mieux-être social et permet la construction d'une conscience citoyenne attachée au patrimoine, objet de mémoire et vecteur d'identité par excellence (BABELON et CHASTEL, 1980).
- 27 Cette valorisation urbaine par l'archéologie du bâti, « produisant » du patrimoine en l'identifiant, en l'étudiant et en le protégeant, pourrait faire l'objet d'une vulgarisation de qualité donnant à l'architecture ancienne une réelle visibilité pour le public. L'architecture ancienne dispose en effet d'une véritable capacité à dialoguer avec l'architecture contemporaine autrement que dans la configuration d'une défense de l'ancien face à une modernité autojustifiée et triomphante. L'archéologie du bâti prendrait dans ce contexte un sens citoyen tout particulier.

BIBLIOGRAPHIE

AITCHISON K. (2009), *A la découverte des archéologues en Europe. Rapport transnational*, Reading, Institute for Archaeologists

Atlas du sous-sol archéologique de la Région de Bruxelles, vol. 1-21, Bruxelles, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et Musées royaux d'Art et d'Histoire, 1992-2010 : CABUY Y., DEMETER S., et al. (1992-1997) ; GUILLAUME A., MEGANCK M. et al. (2004-2010).

- BABELON J.-P. et CHASTEL A. (1980), *La notion de patrimoine*, réimp. 2008, Paris.
- CALAY V. (2006), « Valoriser l'Europe à Bruxelles. Un enjeu pour l'Europe, un enjeu pour Bruxelles », In : JAUMAIN S. (dir.), *Destination Bruxelles. Le tourisme, un secteur d'avenir*, Bruxelles, Les Cahiers de la Fonderie, n° 34, pp. 69-73.
- Collectif (2010), *La société civile bruxelloise se mobilise. États Généraux de Bruxelles*, Bruxelles, Le Cri, coll. Histoire.
- CORDEIRO P. et MARTOU M.-N. (2005), « De restauratie van Den Ezel, een gevel op de Grote Markt van Brussel », *Monumenten en Landschappen*, 24/3, pp. 4-14.
- DE JONGE K. et VAN BALEN K. éd. (2002), *Preparatory Architectural Investigation in the Restoration of Historical Buildings. Actes du cours international de perfectionnement organisé au Centre International Raymond Lemaire pour la Conservation (Leuven, 25 mai-1^{er} juin 1996)*, Leuven, University Press.
- DEMOULE J.-P. et STIEGLER B. (éds) (2008), *L'avenir du passé. Modernité de l'archéologie*, Paris, La Découverte.
- DE WAHA M. (1994), « Droit de cité pour l'archéologie de la cité. L'archéologie bruxelloise en quête d'une organisation et d'une législation », in DE WAHA M. (éd.), *Une archéologie pour la ville. Actes du colloque international « Archéologie et urbanisme » (Université Libre de Bruxelles, 8-9 décembre 1992)*, Bruxelles, Service des Monuments et des Sites, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, pp. 237-256.
- HEYMANS V. (dir.) (2007), *Les maisons de la Grand-Place de Bruxelles*, Bruxelles, CFC Éditions.
- LODEWIJCKX M. (2008), *Le marché du travail pour les archéologues en Belgique 2007-2008*, Leuven, KUL.
- MEYFROOTS G. (2001), « Het Comité d'Études du Vieux Bruxelles (1903-1939). Vier decennia in de marge van de monumentenzorg », *Monumenten en Landschappen*, 20/2, pp. 8-33.
- (Le) *Patrimoine monumental de la Belgique, Bruxelles-Pentagone*, 1 vol., 3 t., Liège, 1989-1994, et site internet de la RBC complétant l'inventaire papier : <http://www.monument.irisnet.be/fr/protec/inventaires.htm> (consulté le 3 août 2011)
- PAUTHIER I. (2006), « Tourisme et politiques urbaines à Bruxelles : beaucoup reste à faire », In : JAUMAIN S. (dir.), *Destination Bruxelles. Le tourisme, un secteur d'avenir*, Bruxelles, Les Cahiers de la Fonderie, n° 34, pp. 64-68.
- SCHAUT C. (1996), *Patrimoine et développement urbain*, Namur, Ministère de la Région wallonne.
- SCHULLER M. (2002), *Building Archaeology*, Paris, Icomos.
- SOSNOWSKA P. (à paraître en 2011), « De l'habitat ordinaire à "l'hôtel de maître" : la maison Dewez, rue de Laeken, à Bruxelles (XIV^e-XXI^e s.) ».
- SOURNIA B. et VAYSETTES J.-L. (1991), *Montpellier, la demeure médiévale*, Paris, Imprimerie nationale, coll. *Études du patrimoine*, n° 1.

NOTES

1. Un relevé sommaire des maisons anciennes à Bruxelles réalisé par Philippe Sosnowska d'après l'inventaire du *Patrimoine monumental* (1989-1994) révèle l'existence de 678 maisons, dont 457 antérieures au bombardement de 1695. Les perspectives d'avenir sont donc réellement réjouissantes si l'on entreprend aujourd'hui une étude archéologique sérieuse et complète de ce patrimoine méconnu.

2. Cet article s'inscrit dans le cadre d'un projet *Prospective Research for Brussels* financé par l'Institut d'Encouragement de la Recherche scientifique et de l'Innovation à Bruxelles (IRSIB) et mené au Centre de Recherche en Archéologie et Patrimoine de l'ULB, en étroite collaboration avec Direction des Monuments et des Sites (Stéphane Demeter, Coordinateur du « Laboratoire d'Archéologie à Bruxelles » et Cecilia Paredes, Coordinatrice du « Centre de Documentation ») : Paulo Charruadas (ULB), « Archéologie du bâti en région bruxelloise : analyse, mise en œuvre documentaire et éléments de programme », sous la direction de Michel de Waha, 2009-2012.

3. La limite chronologique ainsi fixée correspond à la période pour laquelle la méthode archéologique constitue le mode d'étude et le moyen de connaissance principal ou indispensable à une complète compréhension du patrimoine bâti des sociétés humaines. Longtemps limitée à l'Antiquité, puis au Moyen Age, cette période s'étend aujourd'hui jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et l'accélération des développements technologiques va sans doute prochainement y faire entrer une partie du XIX^e siècle.

4. Depuis 1993, les autorités publiques - à l'origine l'Etat et, depuis 1989, la Région de Bruxelles-Capitale - disposent de la faculté de protéger légalement tout bâtiment présentant une valeur patrimoniale, soit par un classement au titre de monument, soit par une inscription sur la liste de sauvegarde au même titre (voir le Registre du patrimoine protégé : www.monument.irisnet.be). Dans les deux cas, la conservation du bien dans sa valeur patrimoniale s'impose au propriétaire. Lors d'un classement, toute démolition même partielle est interdite, mais ce statut ouvre un droit à des subventions publiques pour l'entretien et la restauration ; l'inscription sur la liste de sauvegarde autorise des projets moins conservateurs du bâti existant, mais sans financement public.

5. Les hésitations conceptuelles qui ont marqué l'émergence de cette jeune discipline au départ de l'archéologie « traditionnelle » du sous-sol sont illustrées par les nombreuses variantes terminologiques qu'a connues sa dénomination dans les différents pays européens : « archéologie du bâti », « archéologie du bâtiment » et « archéologie monumentale », voire même « archéologie de la construction » (pays francophones), « Bauforschung » et, d'une manière plus spécifique, « Hausforschung » (pays germanophones), « Building Archaeology » (pays anglophones), « Archeologia dell'Architettura » (Italie), « Bouwhistorie » et « Huizenonderzoek » (Flandre et Pays-Bas). L'archéologie du bâti se pratique aujourd'hui principalement sur les témoins architecturaux de l'Ancien Régime. Seul le Royaume-Uni a actuellement développé des méthodes et une expertise dans le domaine de l'archéologie du bâti industriel contemporain.

6. Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, promulgué en 2004. Consultable en ligne à l'adresse : http://www.bruxelles.irisnet.be/fr/citoyens/home/urbanisme/contexte_legal.shtml

7. Notamment lors des travaux de construction du métro (remparts de la deuxième enceinte entre la porte d'Anvers et la porte de Hal, tronçons de la première enceinte place Sainte-Catherine et rue Montagne de la Cour, couvent des Augustins place de Brouckère, « steen » de la famille Clutinc au Marché au Bois...) et de la plupart des grands immeubles entre 1965 et 2005 (tour Philips et Centre administratif de la Ville de Bruxelles à la place de Brouckère, les implantations des grandes sociétés de banque et d'assurance, mais aussi la Cité administrative de l'Etat ou les complexes culturels rénovés tels l'Ancienne Belgique, le Beursschouwburg ou le Théâtre national de Belgique...). En effet, sur tout le territoire du « pentagone » bruxellois se trouvent les vestiges témoins du développement de la ville depuis l'an Mil.

8. Sont parus à l'heure actuelle les vol. 1-20, Bruxelles, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, 1992-2005 : Cabuy Y., Demeter St. *et al.* (1992-1997) ; Guillaume A., Meganck M. *et al.* (2004-2009). Une version simplifiée est également mise progressivement en ligne sur le site cartographique de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (www.brugis.be).

9. La Commission de concertation est un organe consultatif qui existe dans chacune des dix-neuf communes. Elle est chargée d'émettre un avis destiné à éclairer l'autorité administrative préalablement à la délivrance d'un permis d'urbanisme lorsque la législation urbanistique le prévoit.
 10. L'Inventaire du patrimoine immobilier est établi, tenu à jour et publié par la Direction des Monuments et Sites. L'entreprise de très longue haleine qui a été entamée avant la régionalisation se poursuit par une publication Internet (www.irismonument.be) à valeur scientifique. La publication légale au Moniteur Belge est à ce jour très limitée.
 11. AR relatif à l'autorisation d'entreprendre des fouilles ou sondages archéologiques par des auteurs agréés.
 12. Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) conclue à La Valette (Malte) le 16 janvier 1992 qui définit notamment les champs de compétence et d'obligation des Etats dans le domaine du patrimoine archéologique. Elle a été approuvée par la Région de Bruxelles-Capitale dès 1992 et sera prochainement ratifiée définitivement par la Belgique.
 13. Dans le cas des bâtiments non classés, l'avis de la Commission est purement indicatif et peut même ne pas être demandé.
 14. Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, II^e Congrès international des Architectes et des techniciens des Monuments historiques, Venise, 1964 (adoptée par l'ICOMOS en 1965).
 15. Deux mentions succinctes dans les notes de synthèses n° 4 (Bruxelles, ville durable) et n° 7 (L'économie bruxelloise).
 16. <http://www.etatsgenerauxdebruxelles.be> ; édition sur papier dans Collectif (2010).
-

RÉSUMÉS

Bien que la situation bruxelloise se soit considérablement améliorée ces dernières années, la gestion – l'identification, la protection et la conservation – du patrimoine bâti d'Ancien Régime connaît toujours un certain nombre de problèmes d'ordre administratif, réglementaire et scientifique. Cet article entend démontrer l'importance du développement d'une archéologie régionale du bâti : [1] en dressant le bilan de l'étude et de la protection du patrimoine architectural ancien à Bruxelles ; [2] en identifiant les principaux problèmes qui perturbent actuellement cette gestion ; [3] en proposant plusieurs pistes de solution et en montrant le potentiel d'un tel développement pour l'avenir de la ville-Région.

Although the situation in Brussels has improved considerably in recent years, the management – identification, protection and preservation – of built heritage from the Old Regime is still faced with a certain number of administrative, regulatory and scientific problems. This article intends to illustrate the importance of the development of regional building archaeology: [1] by reviewing the current situation of the study and protection of historic architectural heritage in Brussels; [2] by identifying the main problems which hinder this management; and [3] by proposing several ideas for solutions and by showing the potential of this type of development for the future of the city-Region.

Hoewel de situatie in Brussel de laatste jaren aanzienlijk is verbeterd, zijn er nog steeds een aantal administratieve, reglementaire en wetenschappelijke problemen met het beheer, de

herkenning, de bescherming en de bewaring van het onroerend erfgoed dat van het ancien régime dateert. Dit artikel wijst op het belang van de ontwikkeling van een gewestelijke bouwarcheologie door [1] een balans op te maken van de studie en de bescherming van het oude architecturale erfgoed te Brussel, [2] de belangrijkste problemen die dit beheer verstoren te beschrijven en [3] verschillende mogelijke oplossingen aan te reiken en het potentieel van de ontwikkeling van de bouwarcheologie voor de toekomst van het stadsgewest aan te tonen.

INDEX

Mots-clés : rénovation urbaine, histoire, aménagement du territoire, patrimoine

Thèmes : 3. démographie – immigration – société multiculturelle

AUTEURS

PAULO CHARRUADAS

Paulo Charruadas (ULB, docteur en histoire, art et archéologie, 2008) est chercheur au Centre de Recherche en Archéologie et Patrimoine de l'ULB. Après avoir travaillé sur les relations socio-économiques entre Bruxelles et ses campagnes au Moyen Âge (thèse publiée prochainement par l'Académie royale de Belgique), il oriente ses activités depuis 2009 vers l'archéologie du bâti, le patrimoine architectural et l'histoire matérielle de Bruxelles. Il est co-auteur du livre dirigé récemment par Serge Jaumain, *Histoire et patrimoine des communes de Belgique. La Région de Bruxelles*, 2008. Bruxelles-Capitale.

STÉPHANE DEMETER

Stéphane Demeter (ULB, master en histoire médiévale, 1988 et master en administration publique, 2003) est Attaché à la Direction des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale où il coordonne la gestion du patrimoine archéologique depuis 1996. Il est co-auteur de l'Atlas du sous-sol archéologique de la Région de Bruxelles (24 volumes – 1992/2011). Parallèlement, il mène une recherche approfondie sur les fortifications médiévales de Bruxelles. Il est président d'ICOMOS Wallonie-Bruxelles, la section belge francophone du Conseil international des Monuments et Sites.